

BLOQUONS L'OTAN

AUTOMNE
2024



Appel à manifester : L'OTAN, quatre lettres à abattre

Du 22 au 25 novembre, l'assemblée parlementaire de l'OTAN débarque à Montréal pour son cirque mortifère. D'une alliance militaire durant la guerre froide, l'OTAN est devenue aujourd'hui le bras armé des pays occidentaux, imposant ses politiques belliqueuses à travers le monde. Face à ces profiteurs de guerre, il est impératif de faire entendre notre voix et de combattre leur logique destructrice.

Quelques raisons de **prendre la rue** :

✳ **Augmentation des budgets militaires** : Ce sommet survient alors que l'OTAN fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il augmente à 2% la part de son PIB consacrée aux forces armées, une augmentation de 50%. Ceci alors que le gouvernement canadien a déjà augmenté ses investissements militaires de 41% de 2014 à 2021. Cet argent devrait servir à l'éducation, la santé et le communautaire, pas à alimenter la machine de guerre impérialiste.

✳ **Destructions au nom de l'impérialisme américain** : Les interventions de l'OTAN, de l'Afghanistan à la Libye, ne font qu'accroître la misère et la destruction, ce qui favorise la formation de groupes armés s'opposant au gouvernement mis en place pour préserver les intérêts états-uniens. Cette logique impérialiste maintient les peuples non occidentaux dans la pauvreté et la dépendance aux occidentaux.

✳ **Complice du génocide palestinien** : Le soutien canadien à Israël, en partie dû à son statut d'allié non-membre de l'OTAN, contribue directement au massacre des Palestiniens. Ce soutien se manifeste non seulement par l'approvisionnement en armements, mais

aussi par un soutien indéfectible aux politiques colonisatrices d'Israël.

La paix ne se gagne pas à la pointe du fusil, mais en redistribuant les richesses. C'est en l'honneur de tous les peuples colonisés d'hier, d'aujourd'hui et de demain, d'ici et d'ailleurs, que nous appelons à votre courage et votre détermination pour prendre la rue avec nous !

Le 22 novembre, sortons massivement dans la rue pour faire entendre notre colère ! Unissons-nous pour rappeler aux États du monde entier que leurs mains resteront toujours salées du sang des exploités, peu importe qu'ils tentent de les dissimuler dans des gants de velours ou des sommets risibles !

Ensemble, bloquons l'OTAN et affirmons notre refus du militarisme et du colonialisme !



CONTENU

Appel à manifester : l'OTAN, quatre lettres à abattre

- + C'est quoi donc ça l'impérialisme? page 1-2

Qu'est-ce que l'OTAN?

- + Hard power et Soft power; 2 stratégies d'une OTAN terroriste..... page 3

Bloquer l'impérialisme, c'est possible!

- + C'est où le Sud global? page 4

La Palestine face à l'Occident impérialiste

- + L'OTAN: une machine impérialiste à visage découvert depuis les années 1990 page 5-6

Pourquoi bloquer l'OTAN?

- + L'impérialisme canado-états-unien
- + Quelques notes sur la guerre en Ukraine page 7-8

GUERRE EN UKRAINE : LES EMPIRES SONT TOUJOURS LÀ..... page 9

Strasbourg: OTAN de cendre, tout devient possible

- + Paciflics, qui sont donc ces parasites? page 10

C'est quoi donc ça l'IMPÉRIALISME ?

L'impérialisme réfère à un empire, qui étend son emprise sur des territoires externes par le biais d'une domination politique, économique ou militaire. Au départ, les empires Ottoman et Romain visaient l'annexion directe des territoires sous le contrôle du gouvernement central, comme le font aujourd'hui la Russie ou Israël. Toutefois, les empires américains et britanniques ont plutôt opté pour des stratégies de domination économique et politique, adossées à un pouvoir militaire potentiel ou réel. Alors que les conflits politiques se multiplient, les visées impérialistes aussi, au point où le mot « impérialisme » peut être rattaché aux politiques de tellement de pays qu'il pourrait être vu comme une composante intégrale des États. En effet, l'impérialisme est la résultante d'États produits et influencés par le grand capital, où les intérêts économiques demandent l'expansion vers des territoires plus riches en ressources, ou sur lesquels les protections environnementales sont plus faibles ou ayant des salaires plus faibles.



Bloc Technique

Imprimé en 5000 copies par des travailleur-euses syndiqué-es à Tio'tia:ke (Montréal). Mis ensemble par des militant-es de la CLAC, du IWW, de l'ORA et Désinvestir pour la Palestine. Quand on dit travailleur-euses, on parle des travailleurs, des travailleuses et des personnes qui s'identifient pas à un genre ou sont non-binaires. Écrivez nous à otan@clac-montreal.net si vous voulez des copies. On écrit ça pour que le monde résistent enfin à leur oppresseurs, faites avec nos textes tout ce que vous jugez nécessaire pour qu'on mette fin au capitalisme: photocopiez, donnez, plagiez, mettez ça sur Internet ou envoyez par la poste à votre famille.

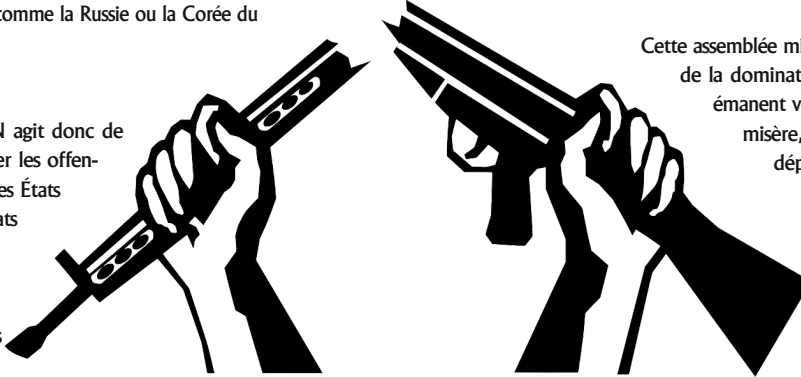


Qu'est-ce que l'OTAN?



L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est une alliance militaire entre les 32 pays les plus riches du monde, qui visent à maintenir leur hégémonie. L'élément clef de la charte de l'OTAN est l'article 5, qui dit qu'une attaque contre un pays membre de l'OTAN doit être considérée comme une attaque contre tout les pays membres. Historiquement créée pour répondre à la guerre de Corée de 1950 à 1953, elle vise à maintenir les intérêts des pays capitalistes dans le contexte de la guerre froide. Or, alors que le bloc soviétique se meurt en 1989, l'OTAN se ravive en accordant le statut d'Allié majeur non membre entre autres aux États d'Israël et de la Corée du Sud. Elle s'arrange donc pour pouvoir intervenir dans les conflits internationaux afin de maintenir la domination des pays du nord global sur l'échiquier mondial. Ceci se fait par la défense de pays aux frontières des empires considérés menaçants aux intérêts des pays du Nord, comme la Russie ou la Corée du Nord.

Est-ce que l'OTAN agit donc de manière à empêcher les offensives militaires sur les États tiers, forçant les États impériaux à régler leurs conflits entre eux sans faire payer les populations



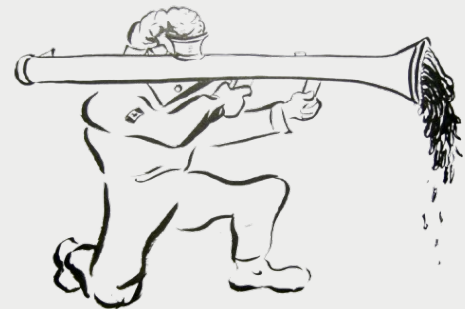
civiles de par le monde? C'est tout le contraire. Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN répond d'abord et avant tout aux intérêts des États-Unis, et a donc participé à l'occupation de l'Afghanistan, lors du conflit qui a débuté en 2001, ainsi qu'aux guerres en Iraq débutées en 1990 et en 2003. Dans deux de ces trois cas, il s'agissait de mission de soutien des gouvernements mis en place par les États-Unis, soit après le remplacement de Saddam Hussein en 2003 et après le remplacement de Mullah Omar en Afghanistan. Après des occupations de longue durée, les pays sont restés dans l'instabilité la plus complète, alors que la plupart des infrastructures civiles sont en ruine.

Les pays du G7 font tous partie de l'OTAN, à l'exception du Japon qui est un allié majeur non-membre. Plusieurs articles de la charte de l'OTAN font directement référence aux États-Unis, comme secrétaire du traité. Les structures décisionnelles de l'OTAN se sont développées avec les années, et ajoutent par exemple les assemblées parlementaires en 1950. C'est une assemblée parlementaire qui visite maintenant Montréal. Les assemblées parlementaires sont l'espace de débat plus large de l'OTAN et regroupe 274 délégués provenant des 32 pays-membres, plus quelques personnes observatrices. L'instance décisionnelle suprême reste le conseil de l'Atlantique nord, formé des 32 délégués, un par pays-membre.

Cette assemblée militaire agit sciemment pour promouvoir les intérêts de la domination des pays du nord global. Les décisions qui en émanent visent à maintenir les pays les plus pauvres dans leur misère, et que nous continuions à nous enrichir à leurs dépens. Bien plus qu'une ONU belliqueuse et nocive, elle signifie notre engagement à prendre la situation en main militairement si les États du sud global désirent se libérer des contraintes capitalistes.

Hard power et Soft power; 2 stratégies d'une OTAN terroriste

L'OTAN exerce son influence à travers deux leviers de pouvoir: le hard power, soit des interventions militaires directes, comme les bombardements au Kosovo en 1999, et le soft power, une stratégie visant plutôt à influencer la politique étrangère à travers la diplomatie, les sanctions économiques ainsi que l'omniprésence culturelle de l'Occident. Toutefois, sous cette apparence diplomatique, l'OTAN reste une organisation coercitive, car son pouvoir repose toujours sur la menace implicite d'une intervention armée, largement soutenue par les ressources militaires infinies des États-Unis. Le soft power de l'OTAN, malgré son vernis diplomatique, est ainsi imprégné de la menace militaire. Bien que le peuple palestinien, qui subit les atrocités sionistes depuis plus de 75 ans, ait moralement et juridiquement droit de se défendre, toute tentative de résistance contre un allié clé de l'OTAN, comme Israël, est perçue comme une menace directe. Bien qu'elle n'intervienne pas directement, l'OTAN permet à l'entité sioniste de continuer ses actions grâce à l'appui tacite de l'Occident, notamment des États-Unis, principal pilier de l'Alliance. En tolérant systématiquement tout crime contre l'humanité que commettent les sionistes, l'OTAN exerce un fort pouvoir dissuasif à toute autre acteur qui se soulèverait contre les intérêts capitalistes occidentaux en offrant une démonstration en temps réel des forces répressives qui s'en suivrait, jusqu'à l'éradication totale d'un peuple. En maintenant son pouvoir à travers un tel régime de terreur, l'OTAN est elle-même une organisation terroriste.



CHAIR À CANON POUR CROCS À PHYNANCE

BLOQUER L'IMPÉRIALISME, C'EST POSSIBLE !

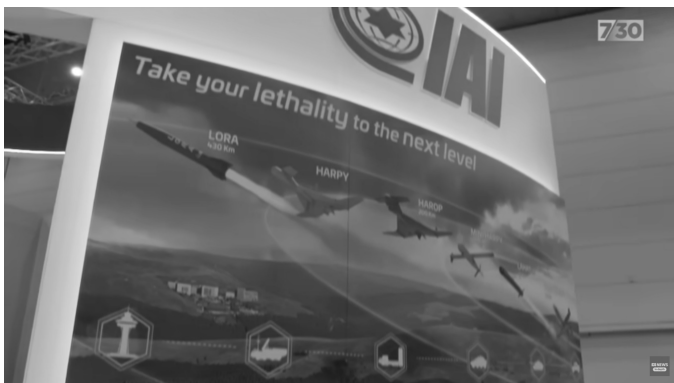
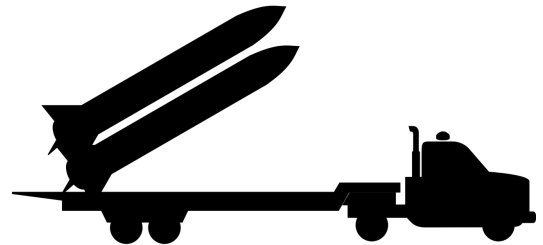
L'histoire regorge d'exemples de mouvements qui ont su s'opposer au militarisme et à l'impérialisme. Dès les années 60, les manifestations contre la guerre du Vietnam ont mobilisé des millions de personnes à travers le monde, dénonçant l'ingérence américaine et les massacres impérialistes. Plus récemment, en 2003, des manifestations massives contre l'invasion de l'Irak ont rassemblé des personnes de tous horizons, unis contre la logique destructrice de la guerre et la course aux armements.

Ces mobilisations ont montré que la résistance populaire pouvait mettre en lumière les dérives des gouvernements et leur obsession militaire. Aujourd'hui encore, les manifestations contre l'OTAN, les ventes d'armes ou l'occupation de territoires rappellent que le pouvoir de la rue peut s'opposer aux politiques impérialistes. En nous inspirant de ces luttes passées, il est clair que manifester reste un outil puissant pour revendiquer un monde où la paix et la justice priment sur la violence et la domination.

En février 2003, nous étions 150 000 personnes à manifester dans les rues de Montréal pour dire non à la guerre contre l'Irak. Depuis ce temps, la mobilisation anti-militariste s'est malheureusement passablement atténuée. En 2022, on constate un sursaut alors que se tient un Sommet de l'OTAN à Madrid (Espagne). Quelques dizaines de milliers de personnes ont manifestés à Madrid à ce moment dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le génocide du peuple palestinien a provoqué des mobilisations soutenues combinées avec une grande diversité de tactiques. À Melbourne (Australie), le 11 septembre dernier, environ 25 000 personnes ont manifestées violemment contre une foire commerciale d'armements. La disgracieuse vulgarité de cet événement, alors que les tensions et conflits sont en effervescence partout dans le monde, et que nous assistons à un génocide en direct, a soulevé la colère des australien-es à un point tel que les autorités ont été surprises. Des manifestant-es ont accueilli les exposants en les aspergeant de liquide rouge symbolisant le sang que leur lucratif commerce verse partout. Il faut dire qu'avec des slogans comme « take your lethality to the next level », il y a de quoi provoquer une saine colère contre ce commerce de guerre.

La venue de l'assemblée parlementaire annuelle de l'OTAN à Montréal est une occasion de plus pour manifester notre dégoût et notre colère contre cette alliance qui ne fait qu'amplifier les conflits en cours tout en enrichissant des crapules assoiffées de sang. Oui ! Manifester, c'est possible ! Oui ! Nous pouvons encore changer le cours de l'histoire !



C'est où le sud global ?

Les pays du monde sont dans un rapport hiérarchique. C'est-à-dire que les pays les plus riches, notamment les 7 plus riches (qui forment le G7), le Canada, l'Allemagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et l'Angleterre, vivent aux dépens des autres pays du monde où les salaires sont beaucoup plus bas et où la production s'est délocalisée depuis les cinquante dernières années: Asie, Mexique, Amérique du sud et Afrique. Cette organisation est due entre autres à des stratégies de domination économique, militaire et politique qui visent à maintenir les pays du nord global (le G7 et ses alliés) dans des positions dominantes des pays du Sud global (l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du sud). C'est la raison pour laquelle la plupart de nos produits sont importés: généralement nos salaires sont trop élevés pour se rabaisser à de "basses besognes". Un exemple criant réside dans l'agriculture: plus de 50% de nos aliments viennent de l'extérieur du Canada, alors que 30% de la main-d'œuvre dans l'agriculture qui a encore lieu ici est constituée de travailleur-euses migrant-es temporaires.

LA PALESTINE FACE À L'OCCIDENT IMPÉRIALISTE

L'OTAN est, et a toujours été, le bras armé de l'impérialisme des États-Unis et, plus largement, du Nord global. Elle incarne son pouvoir à travers des interventions militaires directes et indirectes, notamment au Moyen-Orient, où Israël (une création des puissances coloniales occidentales), bien que non-membre de cette alliance, bénéficie d'un soutien inconditionnel des pays membres. Vu sa complicité avec les crimes contre l'humanité et les violations de droits humains commis en Palestine depuis des décennies et en maintenant le silence sur le génocide en cours à Gaza, l'OTAN est en contravention de sa propre charte fondatrice qui stipule que les États membres s'engagent à l'égard des buts et principes de l'ONU.



crédit photo: Désinvestir pour la Palestine

La Palestine occupée : laboratoire du complexe militaro-industriel du Nord global

L'entité sioniste fait parti du club VIP des alliés majeurs non-membre de l'OTAN, lui offrant ainsi un accès prioritaire et quasi illimité aux technologies militaires les plus avancées des États-Unis et de l'Europe. L'enfermement criminel de Gaza - la plus grande prison à ciel ouvert de la planète - est rendue possible par des outils de contrôle et de surveillance à la fine pointe de la technologie militaire primée par l'OTAN. Cela s'incarne entre autres dans les murs-frontières qui servent à la fois d'outils de mise à l'écart de la population colonisée et sous occupation, de systèmes de surveillance et de contrôles des vies par checkpoints. L'objectif final est d'empêcher les Palestinien-nes de s'unir dans leur résistance face à 76 ans d'occupation. Les stratégies d'emmurement d'Israël se caractérisent par des barrières physiques composées de grillages de métal, de béton armé, de caméras de surveillance, de drones et de tourelles militaires où opère la milice sioniste. À ces barrières physiques s'ajoutent la cybersurveillance, la reconnaissance faciale et l'espionnage constant. La Palestine est, pour ainsi dire, un terrain d'expérimentation

pour l'industrie militaire et technologique israélienne soutenue logiquement et financièrement par le Nord Global. Non seulement les dictatures militaires du monde s'approvisionnent auprès d'entreprises israéliennes en armes et en technologies de contrôle, mais les membres de l'OTAN les utilisent aussi sur leurs propres populations. Par exemple, en 2012, les balles de plastique de la Sûreté du Québec (SQ) qui ont crevé les yeux et défiguré les militantes étudiant-es avaient d'abord été testées par les forces répressives sionistes.



Par son Fonds d'innovation, l'OTAN facilite l'accès à des technologies militaires de fine pointe pour l'armée sioniste. Par ailleurs, leur slogan «Investing 1 billion to Secure the future» n'est pas sans rappeler un fameux slogan de suprémacistes blancs (14 words!). En juin 2024, on apprenait que l'OTAN soutiendrait quatre entreprises européennes œuvrant dans les technologies militaires de pointe comme ARX Robotics qui construit des drones sans pilotes ou Fractile qui se spécialise dans la fabrication de puces. Le Fonds d'innovation de l'OTAN a aussi injecté de l'argent dans des fonds de capital-risques² (venture capital) qui se spécialisent dans la cybersécurité, l'intelligence artificielle et le big data. Ces investissements démontrent la volonté de l'OTAN de soutenir des stratégies de guerre technologique sous prétexte de mener une guerre supposément plus propre et humaine en offrant l'opportunité de faire des frappes de précision. Pourtant, depuis le 7 octobre 2023, on a plutôt vu que les drones propulsés par intelligence artificielle et les nombreuses autres formes d'automatisation militaire de l'armée sioniste tuent de manière massive et indistincte la population palestinienne.

Le silence complice de l'OTAN

En octobre 2023, le secrétaire général de l'OTAN a clairement affirmé son soutien à l'entité sioniste en déclarant, dans un communiqué, qu'« Israël n'est pas seul ». En plus de garder systématiquement le silence sur le génocide en cours à Gaza, l'OTAN contrevient à ses propres normes en permettant l'assassinat d'employés de l'ONU à Gaza et les attaques contre les casques bleus des Forces intérimaires des Nations Unies au Liban (FINUL). Non seulement, elle appuie l'entité sioniste, mais des think tanks qui lui sont liés, comme NATO Watch, s'interrogent sur le rôle que l'OTAN pourrait jouer dans la «résolution du conflit». Un briefing publié en décembre 2023 explore l'idée d'une intervention militaire directe de l'OTAN pour «stabiliser la région» en s'appuyant sur le «succès» de ses missions de stabilisation en Ex-Yougoslavie



crédit photo: Désinvestir pour la Palestine

à la fin des années 1990. Pourtant ces interventions ont été largement dénoncées pour les attaques directes sur des lieux protégés par le cadre juridique humanitaire qui abritaient des populations civiles comme des églises, des hôpitaux ou des écoles. Cette proposition, initialement lancée par l'ex-premier ministre israélien Ehud Olmert, s'inscrit dans le contexte du «Grand Israël», un projet de colonisation par le Nord Global d'une large part du Moyen Orient par l'élimination du peuple Palestinien, la subjugation des peuples voisins, comme le Liban, et l'appropriation des ressources et des territoires. Les membres de l'OTAN, puissances néo-coloniales, poursuivent ainsi leur projet mortifère de conquête du monde par le feu et le sang.

Par le **Collectif Désinvestir pour la Palestine**

L'OTAN : UNE MACHINE IMPÉRIALISTE À VISAGE DÉCOUVERT DEPUIS LES ANNÉES 1990

L'OTAN a longtemps utilisé la soi-disant menace imminente d'un ordre mondial dirigé par l'Union Soviétique pour cacher son réel visage, celui de l'expansion de l'hégémonie capitaliste des États-Unis. Avec la fin de la Guerre froide, les années 1990 ont marqué une mutation du rôle et des interventions de l'OTAN dans les relations internationales, notamment en Ex-Yougoslavie. Les missions de maintien de la paix de l'ONU y ont alors rayonné par leur incapacité à prévenir les actes génocidaires du gouvernement serbe de Slobodan Milosevic contre les peuples musulmans,

bosniaques et croates. Or, l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo en 1999, acclamée pour son efficacité par les puissances du Nord global, a dans les faits donné lieu à des frappes imprécises ciblant des lieux civils tels que des refuges et des installations humanitaires, constituant dans les faits des crimes contre l'humanité tout aussi troublants que ceux reprochés aux troupes de Milosevic. La manière dont la communauté internationale a traité ces deux groupes pétrateurs de crimes de guerre diffère toutefois monumentalement. En effet, le Tribunal international

¹We must secure the existence of our people and a future for white children, l'expression simplifiée "secure the future" est perçue par plusieurs comme un langage codé (dog whistle) fasciste.

²Fonds d'investissement dans des entreprises en début de croissance non cotées en bourse pouvant rapporter un fort retour sur investissement, mais demeurant à haut risque. C'est via ces venture capital que la plupart des start-up financent leur développement.



Pourquoi bloquer l'OTAN?

L'OTAN est le bras armé de l'impérialisme du nord global

En tant que membre de l'alliance militaire qu'est l'OTAN, le gouvernement canadien contribue fortement au maintien de la domination des États-Unis sur le reste du monde. Toutefois, les interventions de l'OTAN ne sont pas nécessairement des déclarations de guerre, mais s'inscrivent plutôt dans une mosaïque plus subtile qui rend l'opposition plus complexe. Un exemple est la guerre en Afghanistan, déclenchée par les États-Unis et l'Angleterre en 2001, qui ont effectué la majorité des bombardements, avant qu'une mission de stabilisation de la région soit prise en charge à partir de 2003 par l'OTAN. Le gouvernement d'Hamid Karzaï avait alors été mis au pouvoir, et essentiellement, la mission canadienne consistait à maintenir la paix, à la suite de ce changement de gouvernement, en opérant des points de contrôles (checkpoint), pour empêcher le gouvernement remplacé de reprendre le contrôle du pays par les armes. Bien que le gouvernement n'a appuyé que des opérations de maintien de paix, le résultat est le même: il a permis aux alliés des gouvernements occidentaux de garder le contrôle sur le pays. L'OTAN reste donc une force armée qui impose la domination des intérêts des pays du nord global.

L'OTAN pousse à l'augmentation des dépenses militaires

L'OTAN étant une alliance militaire, pour s'y maintenir, les pays se doivent d'avoir de grandes dépenses militaires. L'OTAN fait donc pression sur le gouvernement canadien pour qu'il augmente ses dépenses militaires à 2% de son PIB, c'est-à-dire d'augmenter ses dépenses militaires à 55 milliards de dollars. Ceci survient alors que la volonté de l'OTAN d'augmenter les dépenses de ses pays membres à 2% en 2006 et que cette volonté ait été réaffirmée en 2014. Ceci a fait en sorte que les dépenses militaires canadiennes avaient déjà augmenté de 40% entre en 2014 et 2021¹. Ceci veut aussi dire que ces dépenses continueront de croître proportionnellement au PIB. Ces investissements ne protègent personne: notre seule frontière est avec les États-Unis, avec qui les relations diplomatiques sont au beau fixe. Ces dizaines de milliards supplémentaires par années seront donc investis dans des missions internationales.

L'OTAN et le militarisme

L'OTAN promeut l'armement comme manière de dissuader les attaques entre États-nations. Toutefois, si la seule raison pour laquelle on n'attaque pas un autre pays est parce que l'on est au bout d'un fusil, il est tentant de simplement trouver un fusil plus gros. En occupant militairement, on fournit des arguments à la mobilisation de groupes armés. En effet, il a été montré à plusieurs reprises que l'occupation militaire de l'Afghanistan avait réussi à galvaniser la résistance, à encourager le développement de milices armées et d'organisations : les exemples des occupations en Afghanistan, en Libye ou en Iraq montrent clairement que ces stratégies sont efficaces dans le but de détruire les populations, mais sont inutiles pour mettre en place des gouvernements stables.

En termes internationaux, la mise en place de traités qui considèrent une attaque contre un pays comme une attaque contre l'alliance a rapidement encouragé le bloc soviétique à mettre en place le pacte de Varsovie, une structure qui a depuis été remplacée par l'organisation du traité de la sécurité collective (OSTC). Ces différents traités permettent de légitimer des attaques sur des pays hostiles, puisqu'elles facilitent l'entrée en guerre des pays membres. Ceci peut facilement dégénérer: après

L'impérialisme canado-états-unien

Les stratégies impérialistes varient selon les contextes, mais l'OTAN, après la chute du mur de Berlin en 1989, a développé une approche d'intervention spécifique. En général, cette intervention se produit lorsque qu'un pays connaît de l'instabilité, ou est soupçonné de financer le « terrorisme international ». Si le gouvernement au pouvoir est déjà aligné sur les intérêts américains et qu'il est menacé, on peut procéder immédiatement à une occupation militaire, contre les groupes qui visent à le renverser. Sinon, comme c'est le cas en Afghanistan ou lors de la deuxième guerre en Iraq, les États-Unis, peuvent se permettre des attaques unilatérales sur d'autres pays, se mettent à pilonner le pays par des bombardements intensifs. Ceci est possible parce qu'il n'y a pas vraiment d'opposition politique interne aux États-Unis, à savoir un mouvement antimilitariste développé. Dès que le gouvernement tombe, on utilise les instances internationales pour décréter un gouvernement intérimaire aligné sur les intérêts des pays du nord global, et on occupe le territoire pour prévenir les actions violentes visant à renverser le nouveau gouvernement, assez clairement implanté par la force. C'est alors que l'OTAN entre en jeu: en gérant l'occupation militaire permettant de garder un gouvernement en place. Ces rôles beaucoup plus subtils sont beaucoup adaptés pour les pays occidentaux: on peut dire que c'est une mission de paix, que le but c'est d'empêcher un gouvernement qui avait des politiques néfastes, (par exemple envers les femmes en Afghanistan) et que l'on participe à la reconstruction (une portion insignifiante du coût total de la guerre).

Ces missions de paix ne sont qu'un leurre qui met la guerre dans un gant humanitaire: sans le maintien militaire de ces nouveaux gouvernements, souvent plus problématiques que les précédents, les bombardements états-unis n'auraient pas les effets politiques visés. Ce n'est pas parce que les tâches sont séparées entre les différents pays de manière à s'assurer que le coût politique est acceptable démocratiquement, que la mission est moins problématique. L'impérialisme canadien, vécu de l'intérieur, n'a rien à voir avec les conceptions de la guerre "traditionnelle": le Canada n'envahi personne, il participe seulement à des missions de paix. Ceci fait en sorte que la population est souvent inconsciente de ses effets de par le monde.



L'OTAN est la somme de ses États coloniaux

Les 4 pays qui ont interféré la déclaration des Nations unies sur les droits des personnes autochtones de 1994 à 2007, soit le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, sont soit des alliés majeurs non membre (Australie et Nouvelle-Zélande), soient des pays fondateurs de l'OTAN (Canada et États-Unis). Ce n'est rien de surprenant: directement dans la charte de l'OTAN, il est mentionné que l'Algérie française (le document date de 1953) fait partie des territoires de l'OTAN, de même que les autres territoires internationaux. Ce n'est pas pour rien que l'OTAN s'acoquine bien d'allié-es comme Israël: les stratégies d'occupations de territoire, ça leur connaît. Comme tous les États, construire le mythe d'une nation, d'un groupe culturel uniforme, que ce soit les Canadien-nes, les Québécois-es ou les Israélien-nes, avec une langue, une culture, une identité, c'est la base pour le maintien des minorités, qu'elles soient musulmanes, haïtiennes, innues ou haïtiennes, dans la misère et l'exploitation.

¹ Bureau du directeur parlementaire du budget (Ed.). (2022, June 9). Dépenses militaires du Canada et objectif de dépenses de 2% de l'OTAN.

tout la première guerre mondiale a démarrée en partie à cause de traités similaires. De plus, les déploiements militaires au Moyen-Orient n'ont fait que multiplier les groupes armés qui luttent dans le secteur. Ce n'est que par la justice et la redistribution des richesses que peut s'établir la paix.

Comme mode de gestion de conflit, déjà la guerre touche davantage les plus pauvres, car ce sont toujours les plus désespéré-es qui vont rejoindre les rangs de l'armée. Au soi-disant Canada, à la suite des campagnes contre le recrutement militaire dans les CÉGEPs et les universités en 2008-2009, le recrutement s'est retourné vers les communautés autochtones. Aussi, les occupations de longue durée, comme celles menées par l'OTAN, sont très coûteuses en pertes civiles, parce que l'ennemi, après les premiers bombardements, devient la population civile. Finalement, toutes les occupations finissent par se terminer et se mutent dans une instabilité politique profonde, similaire à la situation avant le conflit, mais souvent avec d'énormes dommages aux infrastructures. De plus, les groupes qui se sont armés pour lutter contre la force d'occupation, amènent régulièrement les pays dans une situation encore plus désastreuse qu'auparavant, ce à quoi s'ajoutent souvent des sanctions économiques ou des blocus d'importation.

Quelques notes sur la guerre en Ukraine

En envahissant l'Ukraine, la Russie a mis en lumière, aux yeux du monde, l'atrocité générée par le capitalisme et l'impérialisme. Cette guerre, loin de se résumer simplement à un affrontement entre deux nations, est le reflet des rivalités géopolitiques entre des puissances qui exploitent les peuples pour leurs intérêts économiques et stratégiques.

L'état Russe s'est engagé dans un conflit qui, non seulement nie le droit à l'autodétermination des Ukrainien-nes, mais entraîne surtout des souffrances incommensurables aux populations des deux côtés de la frontière. À son tour, l'état Ukrainien s'est orienté vers des mesures autoritaires qui sapent les fondements mêmes de la liberté. Quant à elles, les puissances occidentales regroupées au sein de l'OTAN, tout en prétendant soutenir la démocratie, instrumentalisent le conflit pour renforcer leur influence dans la région et accroître leurs profits.

Les guerres sont des manifestations de luttes de pouvoir entre des États qui exploitent les peuples. Elles ne servent qu'à alimenter le complexe militaro-industriel qui se régale de la souffrance des peuples, tandis que les multinationales engrangent des milliards dans la vente d'armes et la reconstruction post-conflit.

Il est d'autant plus dommage que certaines et certains camarades prennent parti pour un camp ou l'autre, tombant ainsi dans le piège du nationalisme et du militarisme. Face à cette logique mortifère, nous devons revendiquer une opposition claire à toutes ces guerres, quelles qu'en soient les raisons invoquées. Il est impératif pour le mouvement révolutionnaire d'adopter une vision internationaliste, qui transcende les frontières et unit les luttes contre toutes les formes d'oppressions. Notre réponse ne doit ni tomber dans le soutien au régime de Moscou, ni à celui de Kiev.

Le Comité éditorial appelle à la solidarité entre les travailleuses et travailleurs ukrainiens et russes, au refus du militarisme et à la construction d'un mouvement révolutionnaire fort, capable de s'opposer aux gouvernements et aux institutions qui exploitent le conflit pour maintenir leur pouvoir.

Une véritable paix ne peut exister sous le capitalisme.

GUERRE EN UKRAINE: LES EMPIRES SONT TOUJOURS LÀ

L'histoire moderne de l'Ukraine est jalonnée d'interventions militaires provenant de l'Occident : campagne napoléonienne (1812), guerre de Crimée (1853-1856), deux guerres mondiales pendant lesquelles plusieurs régions changent incessamment de tutelle étatique (Autriche-Hongrie, Pologne, Allemagne, Russie).

Avec la fin de ladite « guerre froide » (en réalité « chaude » dans d'autres parties du monde), l'OTAN était censée disparaître, puisqu'elle a été constituée pour protéger les pays occidentaux du bloc soviétique. Mais George H. W. Bush, Mitterrand et Thatcher s'accordent sur la nécessité de la pérenniser lors de son sommet en juillet 1990. En novembre de la même année, Gorbatchev¹ et Kohl² conviennent que l'Allemagne réunifiée en fasse partie, en échange de son renoncement à l'arme nucléaire. Lors de la dislocation soviétique, le secrétaire d'État américain James Baker promet en outre à Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendra pas vers l'est, mais rien n'est couché sur le papier.

Le tournant remonte à 1991, au moment de la guerre en Yougoslavie (1991-1995) puis au Kosovo (1998-1999), qui cause au moins 130 000 morts et plus de quatre millions de déplacés ou réfugiés. Parallèlement aux horreurs du régime serbe de Milosevic, l'Allemagne et l'Autriche ajoutent de la tension en reconnaissant unilatéralement, le 23 décembre 1991, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. La Communauté Économique Européenne suivra deux jours après, ainsi que le Vatican.

On connaît la suite : escalade belliciste et nationaliste, guerre, massacres, épurations ethniques, attisements interconfessionnels. Le conflit yougoslave est le premier sur le sol européen depuis 1945. Les bombardements que l'OTAN opère sur la Serbie au printemps 1999 révèle qu'elle est une force militaire et politique, bien plus puissante que la bureaucratique Union européenne. Pendant 128 jours, 400 avions de l'OTAN effectuent 480 sorties quotidiennes et provoquent le décès d'un millier de militaires yougoslaves et de 500 civils.

Cette intervention s'effectue en rupture avec la Charte des Nations Unies puisque l'OTAN se dispense de l'accord du Conseil permanent de sécurité nécessaire avant d'engager toute intervention armée entre États. Il est vrai que la Russie aurait mis son veto.

Soutenus par la France, ces bombardements ont été réclamés par le gouvernement de l'Allemagne, composé de la première coalition entre socio-démocrates et écologistes, Gerhard Schröder étant Chancelier, et Joschka Fischer (écologiste) ministre des Affaires étrangères.

Pour les dirigeants russes, cette intervention d'une organisation occidentale est perçue comme une attaque des frères slaves, et le démembrement yougoslave comme une mainmise de l'Union européenne, laquelle est officiellement créée le 1er novembre 1993 et étend ainsi son marché.

L'OTAN s'élargit ensuite vers les pays de l'Est : Pologne, République tchèque et Hongrie en 1999 ; les trois États baltes, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie en 2004 ; la Croatie et l'Albanie en 2009, le Monténégro en 2017 et la Macédoine en 2020. Ces adhésions se font à la demande des États qui y voient

Quelques précisions

Le texte fourni par le Réseau Makhno, a été élaboré à partir de passages de leur livre "Guerre en Ukraine, géopolitique des empires," retravaillés pour s'adapter au format du journal. Il répond principalement à la question du rôle de l'OTAN dans le déclenchement de la guerre en Ukraine. Toutefois, l'ambition de l'ouvrage, dès son origine, a été de présenter un tableau complet des actions et motivations ayant conduit à cette crise. Il va sans dire que le livre aborde aussi largement le rôle de l'OTAN, que celui de la « Grande Russie » et de ses guerres d'agression successives.

"Guerre en Ukraine, géopolitique des empires" ne vise pas à désigner des bons et des méchants, mais à mettre en lumière les mécanismes ayant engendré cette déflagration meurtrière, dont les populations ukrainiennes et russes souffrent quotidiennement depuis près de trois ans. Les conséquences de ce conflit profitent avant tout aux industries de l'armement et aux conglomerats capitalistiques opérant à l'échelle mondiale.

le moyen de se prémunir contre toute nouvelle velléité impérialiste russe. L'OTAN intervient aussi d'autres régions du monde, en dehors de son périmètre légal d'intervention : Afghanistan (2001-2021), piraterie en mer Rouge (2009-2016) ou en Libye (opération Unified Protector, 2011).

À son arrivée au pouvoir en 2000, Poutine joue d'abord la carte de la coopération avec l'Occident. Mais le gouvernement américain tient à l'hégémonie des États-Unis. Il veut une Europe capable de contrôler la Russie à sa place, ce qui passe par une intégration économique et politique des anciens satellites soviétiques. Ainsi, le sommet de l'OTAN, qui se tient à Bucarest les 4 et 5 avril 2008, « se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie, qui souhaitent adhérer à l'Alliance ». Il précise que « aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN ». L'utilisation jésuitique du conditionnel (« deviendraient ») aboutit au « pire des deux mondes ».

Une telle déclaration agace les dirigeants russes, Poutine en tête. Elle ne convient pas davantage aux dirigeants ukrainiens issus de la « révolution orange³ » qui ont le sentiment d'être dupés. Rétrospectivement, on peut se demander si la soumission des dirigeants français et allemands, Sarkozy et Merkel, au faucon Bush n'a pas initié ce jour là, en avril 2008, la mise à mort poutinienne de l'Ukraine. Ou comment, le peuple ukrainien a servi, à son tragique dépens, de bouclier aux puissances occidentales et de monnaie d'échange au nouveau tsar.

Les ressources ukrainiennes (blé, oléagineux, charbon, électricité) et ses composantes stratégiques (passage des oléoducs russes) pèsent moins que les ambitions impérialistes des puissances en présence. À l'annexion russe de la Crimée (2014) et l'invasion de l'Ukraine (février 2022) répond en Occident l'élargissement de l'OTAN, y compris avec un État jusque là neutre comme la Suède, et une escalade délirante des budgets militaires sur fond de propagande massive. Les peuples — tous les peuples — en font les frais.

Réseau Makhno, octobre 2024.

¹Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022) dernier président de l'URSS.

²Helmut Kohl (1930-2017) a été chef du gouvernement ouest-allemand puis allemand après la réunification du 1er octobre 1982 au 27 octobre 1998.

³On appelle « Révolution orange » une série de manifestations (novembre 2004 à janvier 2005) qui font suite à l'annonce des résultats à l'élection présidentielle de novembre 2004, que de nombreux ukrainiens perçoivent comme truqués. Plusieurs titres de presse doutent du caractère spontané de ce mouvement et ont souligné l'aide extérieure que cette « révolution » aurait reçu. À travers la « révolution orange », transparaît la lutte d'influence que se livrent en sourdine Moscou et Washington dans la zone.

Strasbourg : OTAN de cendre, tout devient possible

En avril 2009, Strasbourg a été le théâtre d'une explosion de colère, d'un cri collectif contre l'OTAN et ses politiques militaristes et impérialistes. Des milliers de manifestant.es ont convergé vers la frontière Franco-Allemande pour s'opposer au 21^e sommet de l'OTAN, déterminés à faire entendre leur colère face à cette institution qui, depuis des décennies, justifie la guerre et la colonisation au nom de la sécurité.



Les mobilisations ont démarré bien avant que les premières bannières ne soient déployées. Bien que l'organisation du contre-sommet fut marquée par de houleux débats quant à l'utilisation de la violence dans les mouvements sociaux. Les nombreuses rencontres, assemblées et actions de préparation ont permis de cristalliser l'envie d'en découdre chez de nombreuses et nombreux manifestant-es. Les affinités se sont renforcées, les tactiques ont été discutées et une volonté de confrontation s'est installée. « Pour nous, la résistance était claire : nous ne pouvions pas rester passifs face à la violence d'un système qui ne respecte ni la vie, ni la liberté. »

Exacerbé par la crise financière de 2008, le sommet fut l'occasion pour les mouvements anticapitaliste, anarchiste et pacifiste de faire entendre leurs voix.

Environ 3 000 personnes, venus des quatre coins de l'Europe et parfois même des États-Unis, s'installèrent sur une vaste esplanade située à huit kilomètres du centre-ville de Strasbourg.

Le centre-ville de Strasbourg était érigé en véritable ville fortifiée : barricades, patrouilles de policiers à cheval, hélicoptères tournoyant dans le ciel et même des batteries de missiles sol-air avaient été installées autour de la ville. Mais cela n'a pas empêché les protestataires déterminés de pénétrer au cœur de la zone sensible.

Le samedi 4 avril, alors que de violents affrontements s'étaient soldés les jours précédents par quelques 300 arrestations, près de 30 000 personnes prennent d'assaut la ville. Rapidement, un énorme black bloc, de plus de 2 000 personnes, se forme au sein de la manifestation.

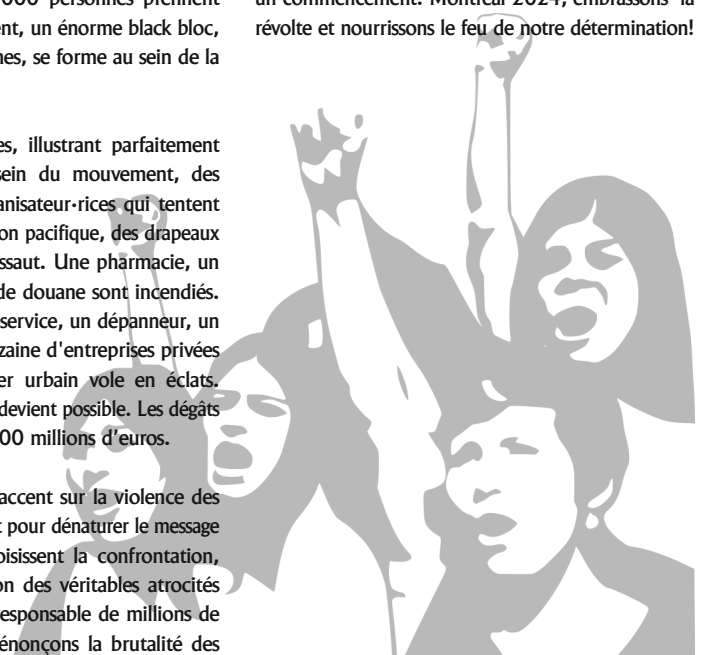
Malgré quelques tentatives, illustrant parfaitement bien la polarisation au sein du mouvement, des pacifiques et certain.es organisateur-rices qui tentent de maintenir la manifestation pacifique, des drapeaux noirs prennent la ville d'assaut. Une pharmacie, un hôtel et un ancien poste de douane sont incendiés. Une chapelle, une station-service, un dépanneur, un bureau de poste et une dizaine d'entreprises privées sont saccagés. Le mobilier urbain vole en éclats. L'espace d'un instant, tout devient possible. Les dégâts seront estimés à près de 100 millions d'euros.

Les médias, en mettant l'accent sur la violence des manifestant-es, ont tout fait pour dénaturer le message de celles et ceux qui choisissent la confrontation, détournant ainsi l'attention des véritables atrocités perpétrées par l'OTAN, responsable de millions de morts. Alors que nous dénonçons la brutalité des

institutions qui nous gouvernent, il est crucial de rappeler que la véritable violence est celle des États.

Ces grandes rencontres sont des occasions privilégiées pour propager nos idéaux, nous devons être habile, composer avec le billet médiatique et être en mesure de créer des récits alternatifs, une histoire qui montre que la lutte pour la liberté est légitime et nécessaire. Strasbourg, fut l'occasion pour de nombreuses et nombreux camarades de s'unir dans la résistance et pour des groupes aux horizons divers, de se rassembler autour d'un objectif commun : abolir les structures d'oppression qui nous gouvernent.

Strasbourg 2009 n'était pas un aboutissement, mais un commencement. Montréal 2024, embrassons la révolte et nourrissons le feu de notre détermination!



Paciflics, qui sont donc ces parasites?

Les paciflics ou peace police en anglais, sont des gens qui se voient comme les garants de la sécurité des manifestant-es et de la bonne image du mouvement, s'opposant à toute forme de protestation ou d'action qu'ils jugent « violente ». Pourtant, derrière leur apparente empathie se cache des dynamiques autoritaires et violentes : iels imposent leurs limites aux luttes politiques, divisent le mouvement et se rendent complices de la répression policière.

Les paciflics ne se contentent pas de critiquer les méthodes de lutte, dans certains cas, iels vont jusqu'à dénoncer et arrêter physiquement d'autres manifestant-es. En s'interposant de manière agressive et en utilisant des tactiques d'intimidation, iels cherchent à imposer leur vision d'une protestation « acceptable ». Alors que le narratif médiatique ambiant crée déjà une distinction entre « bon-nes » et « mauvais-es » manifestant-es, les paciflics aggrave cette division au sein du mouvement.

Le choix des tactiques dans un contexte donné doit être guidé par la volonté de maximiser le respect pour la vie. Surtout, lorsque le dilemme se situe entre l'absence de couverture médiatique et la dénonciation d'une manifestation turbulente, il est crucial de peser les enjeux. Alors que des milliers de personnes sont tuées chaque mois, l'intégrité des fenêtres de banques qui financent le génocide ne devrait pas venir en tête de liste.

Paciflics, vous n'êtes pas les bienvenus !